

Le Sahel, la frontière sud de l'Europe

By redaction de Mondafrique, 21 juillet 2019

Les pays du Sahel jouent les gendarmes de l'Europe face aux flux de migrants provoquant toujours plus de contrôles frontaliers, de déplacements de population, de violations de droits humains

Un reportage au Niger, au Mali et au Burkina Faso du journaliste et docteur en anthropologie sociale Oriol Puig Doctor

« On a récemment demandé à un ministre européen pourquoi il s'était rendu au Niger et il a répondu en assurant que « ce pays est notre voisin, symboliquement parlant ». De cette manière voilée mais suggestive, le chef de mission de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), Martin Wyss, admet l'externalisation des frontières européennes au Sahel. L'ambassadrice de l'Europe au Niger, Denise-Elena Ionete, rejette le concept mais reconnaît se placer dans la même logique quand elle souligne l'importance croissante du Niger dans la question migratoire

Des expulsions massives

Le Niger est le gendarme de la migration irrégulière vers l'Europe et assume depuis 2015 les politiques européennes de confinement. C'est le produit de l'obsession de l'UE à freiner les flux d'entrée sur son territoire. Peu importe que, selon l'ONU, les mobilités à l'intérieur de l'Afrique sont supérieures à celles dirigées vers le vieux continent. La préservation des intérêts économiques dans la région, l'expansion du commerce de sécurité et « le refus atavique de l'Europe de former des sociétés mixtes », selon les termes de l'intellectuelle malienne Aminata Traoré, font avancer la stratégie de restriction des flux migratoires de l'UE. Il s'agit d'un mécanisme de contrôle fondé sur le renforcement des frontières, l'encouragement des expulsions et l'utilisation des fonds de coopération pour prévenir l'afflux de personnes.

Plus de 40.000 personnes expulsées par l'Algérie vers la frontière nigérienne depuis 2014. Alex est l'un d'entre eux. Nous le croisons alors qu'il salue l'un de ses compatriotes camerounais à son arrivée au centre de transit de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) d'Agadez. Il se rendait au travail dans une carrière à Alger lorsque la police l'a arrêté avant de s'emparer de tout ce qu'il portait, téléphone portable compris, avant de l'emmener à bord d'un autobus vers une destination inconnue.

Après plusieurs jours de mauvais traitements et d'humiliations, les forces de sécurité l'ont abandonné au milieu du désert du Sahara, avec des dizaines de citoyens subsahariens. De là, ils ont marché une quinzaine de kilomètres jusqu'au sol nigérien, où l'OIM les attendait.

Lui n'a jamais voulu atteindre l'Europe. Marié avec une femme algérienne depuis huit ans et était à l'aise, ce migrant était bien installé dans le pays, malgré le racisme quotidien auquel il faisait face. « Ma femme qui m'attendait à la maison, explique-t-il, ne sait pas où je suis. J'ai insisté pour lui parler, mais ils ne m'ont pas laissé le faire. Elle est enceinte de deux mois et je veux juste lui dire que je suis vivant ».

Caravanes de retour

Nombreux ont été ceux qui ont été expulsés vers le Niger dans le cadre de l'accord de réadmission signé par Alger et Niamey en 2014. S'il ne concerne en théorie que les citoyens nigériens, dans la pratique il est appliqué à tous les subsahariens.

Pour des organisations sociales nigériennes comme Alternative Espaces Citoyens, l'expulsion est une violation flagrante du droit international. Il s'agit de déplacements de populations massifs et forcés, non communiqués à l'avance et dans des conditions précaires et inhumaines.

L'Organisation Internationale des Migrations (OIM) aide les victimes du côté nigérien de la frontière et les invite à participer à son programme de « retour volontaire », même s'il se produit après une expulsion forcée. L'OIM, une agence inter étatique liée à l'ONU, assume le transport depuis la frontière vers les pays d'origine, par avion ou par autoroute.

Le Niger dispose de plusieurs centres de transit où il collabore avec le HCR pour identifier les demandeurs d'asile et/ou de réfugiés potentiels, en agissant selon la vision des *hotspot* proposée par le Président français, Emmanuel Macron, initialement rejetée par le gouvernement du Niger, mais finalement déployée. Les installations, qui évacuent et protègent les migrants, jouent un rôle clé dans les politiques de confinement et se développent dans tout le Sahel. Pour certains militants et experts, cette organisation remplit une double fonction, d'une part « caresse et de l'autre frappe », selon l'anthropologue et missionnaire Mauro Armanino. Pour le chercheur à l'Université de Bamako, Bréma Dicko, « c'est l'exécuteur des politiques européennes », une sorte « d'agence de déportation » sous le parapluie de l'ONU.

Au Mali, le rôle de l'agence est différent de celui du Niger. L'importance de la diaspora malienne et de ses transferts de fonds ont empêché une mise en œuvre plus poussée. Cependant, les deux Etats sont les bénéficiaires majoritaires de l'aide officielle du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique, principal instrument pour tenter de « s'attaquer aux causes profondes de la migration ».

La société civile dénonce le détournement de fonds, destinés à lutter contre la pauvreté vers des objectifs de sécurité et de la même manière, plusieurs experts mettent en doute la corrélation directe entre manque de développement et migration. En fait, « le développement intensifie la mobilité et non l'inverse », explique Harouna Mounkaila, directeur du groupe de recherche sur les migrations de l'Université de Niamey.

Les migrations, corollaire du développement

Au Niger, une loi approuvée en 2015 a criminalisé le trafic d'êtres humains et de là, la répression est omniprésente dans la partie nord du pays, selon la responsable de l'agence chargée de sa mise en œuvre, Gogé Maimouna Gazibo. Selon les autorités locales, les mesures contre les migrations, dites irrégulières, ont provoqué le démantèlement des réseaux, l'emprisonnement de deux cent personnes et la confiscation de dizaines de véhicules. Au total un dur coup à l'économie locale d'Agadez.

L'UE avait promis des subventions pour fournir des alternatives en termes de développement. « On les attend toujours. Nous n'avons droit qu'à 1,5 million de FCFA pour démarrer une activité, alors que nous gagnions cela en une journée en organisant les migrations », déclare Bachir, un ancien passeur participant au programme de reconversion de l'UE. « Le blocage brusque des échanges commerciaux sans prise en compte des besoins de notre population a conduit au déploiement

d'itinéraires alternatifs qui maintiennent le trafic de manière plus informelle », selon le maire adjoint d'Agadez, Ahmed Koussa. Le trafic continue, mais de façon invisible, via des routes plus compliquées, plus risquées et plus coûteuses « Sur les routes secondaires qui n'ont pas de points d'eau il y a des bandits armés, et une petite panne peut être fatale », dit Ahmed, un ancien chauffeur de la route vers la Libye.

« Entrer en Europe ou mourir »

Les routes bifurquent vers le Tchad et surtout vers le Mali, où l'on a observé récemment une augmentation notable de la population qui se déplace dans la ville de Gao, passant de 7.000 en 2017 à 100.000 en 2018, selon les données de la Maison du Migrant. Cela montre que la main de fer contre la migration au Niger « déplace le problème dans un autre pays sans le résoudre », selon Sadio Soukouna, chercheuse à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). D'où une augmentation exponentielle de la trafic informel et des risques qui vont avec: agressions, braquages, viols ou enlèvements par des groupes armés.

Le renforcement des contrôles aux frontières et la propagation des points de surveillance mettent en cause le protocole de libre circulation de la CEDEAO, entravent la continuité des mobilités historiques et sont contraires au passeport continental unique sur lequel travaille l'Union africaine (UA), selon la société civile. L'extension des contrôles sous prétexte de lutter contre le terrorisme masque mal un objectif d' « intimidation des migrants », selon Moussa Ouédraogo, responsable de l'ONG Grades de Burkina Faso.

Le gouvernement nigérien affirme respecter la liberté de circulation sous réserve que les voyageurs soient munis de papiers en règle. Il se félicite, avec l'UE, de la réduction des flux de passage par son pays, qui s'est réduit un 90% par rapport au 2016, selon les chiffres officielles, mais selon les experts il faut mettre en question ces numéros, car beaucoup de ces mobilités sont de plus en plus clandestins et contournent les postes de contrôles. Parmi les personnes expulsées, rapatriées ou évacuées des pays du Maghreb, certaines resteront dans leur pays, mais beaucoup d'autres reprendront le chemin de l'exil, comme Ibrahim venu du Sénégal émigré en Algérie après un séjour en Libye. « Dès mon retour, je tenterai à nouveau la route marocaine vers l'Europe et j'essaierai de sauter les clôtures».

Et de résumer l'alternative qui scelle son destin: « Entrer en Europe ou mourir »

Ce rapport fait partie du projet d'Alianza por la Solidaridad et Oriol Puig intitulé « Le Sahara, un désert en mouvement: au-delà de la Frontière Sud et de la mer Méditerranée », financé par la bourse DevReporter, promu par Lafede.cat-Organitzacions per a la Justicia Global avec des fonds européens

Dal sito Mondafrique :

<https://mondafrique.com/le-sahel-frontiere-sud-de-leurope/>